

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 30 de la Partie I

Déposée par Messieurs Santer, Helminger et Fayot (Titulaires, Luxembourg) et M. Schmit (Suppléant, Luxembourg)

Article 30: La politique de sécurité et de défense commune

1. La politique de sécurité et de défense commune, qui fait partie intégrante de la politique étrangère et de sécurité commune, assure à l'Union une capacité opérationnelle s'appuyant sur des moyens militaires et civils. L'Union peut les déployer dans des missions en dehors de l'Union pour le maintien de la paix et le renforcement de la sécurité internationale conformément aux principes de la Charte des Nations Unies.
2. La politique de sécurité et de défense commune inclut la définition progressive d'une politique de défense commune de l'Union. Celle-ci conduira à une défense commune, dès lors que le Conseil européen, statuant à l'unanimité, en aura décidé ainsi. Il recommande, dans ce cas, aux États membres d'adopter une décision dans ce sens conformément à leurs exigences constitutionnelles respectives.

La politique de l'Union au sens du présent article n'affecte pas le caractère spécifique de la politique de sécurité et de défense de certains États membres, elle respecte les obligations découlant du traité de l'Atlantique Nord pour certains États membres qui considèrent que leur défense commune est réalisée dans le cadre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et elle est compatible avec la politique commune de sécurité et de défense arrêtée dans ce cadre.

3. 3.—Les États membres mettent à la disposition de la politique de sécurité et de défense commune des capacités militaires et civiles pour contribuer ~~aux objectifs définis par le Conseil~~ à la mise en oeuvre des missions de l'Union pour le maintien de la paix et le renforcement de la sécurité internationale .

Les États membres qui constituent entre eux des forces multinationales peuvent également mettre ces forces à la disposition de la politique de sécurité et de défense commune.

Les États membres s'engagent à améliorer progressivement leurs capacités militaires. Une Agence européenne ~~d'armement et de recherche stratégique de développement et d'acquisitions de capacités militaires~~ est instituée pour identifier les besoins opérationnels, promouvoir des mesures pour les satisfaire, contribuer à identifier et, le cas échéant, mettre en œuvre toute mesure utile pour renforcer la base industrielle et technologique du secteur de la défense, ainsi que pour assister le Conseil dans l'évaluation de l'amélioration des capacités militaires.

~~Les États membres qui constituent entre eux des forces multinationales peuvent également mettre ces forces à la disposition de la politique de sécurité et de défense commune.~~

4. Les décisions relatives à la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune, y compris celles portant sur le lancement d'une mission visée au présent article, sont adoptées par le Conseil statuant à l'unanimité sur proposition du Ministre des Affaires étrangères de l'Union ou d'un État membre. Le Ministre des Affaires étrangères peut proposer d'avoir recours aux moyens nationaux ainsi qu'aux instruments de l'Union, le cas échéant conjointement avec la Commission.
5. Le Conseil peut confier la réalisation d'une mission, dans le cadre de l'Union, à un groupe d'États membres. La réalisation de cette mission est régie par les dispositions de l'article 18 de la Partie II, Titre B de la Constitution.
6. Les États membres qui ~~remplissent~~ s'engagent à remplir des critères de capacités militaires élevés et ~~qui ont souscrit à souscrire~~ entre eux des engagements plus contraignants en cette matière en vue des missions les plus exigeantes, établissent une coopération structurée renforcée dans le cadre de l'Union. Cette coopération est régie par les dispositions de l'article 20 YY de la Partie II, ~~Titre B~~ de la Constitution.
7. Tant que le Conseil européen n'a pas statué conformément au paragraphe 2 du présent article, une coopération plus étroite est instaurée, dans le cadre de l'Union, en matière de défense mutuelle. Au titre de cette coopération, au cas où l'un des États participant à cette coopération serait l'objet d'une agression armée sur ~~son territoire~~, les autres États participants lui portent, conformément aux dispositions de l'article 51 de la Charte des Nations Unies, aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir, militaires et autres. Les modalités de participation et de fonctionnement, ainsi que les procédures de décisions propres à cette coopération figurent à l'article 21 de la Partie II, Titre B de la Constitution.

8. Le Parlement européen est consulté sur les aspects principaux et choix fondamentaux de la politique de sécurité et de défense commune, et est tenu informé de son évolution.
-

Explication éventuelle :

ad paragraphe 3:

- **alinéa 1:** il s'agit non pas des objectifs mais de la réalisation des missions de Petersberg;
- **alinéa 2:** inversion de l'ordre des paragraphes pour montrer que les capacités mises à disposition peuvent être nationales, européennes et multinationales;
- **alinéa 3:** changement dans la dénomination de l'Agence pour refléter l'élargissement de son champ d'activité (pas limité à la recherche), voir également déclaration du Sommet de Bruxelles du 29 avril 2003

ad paragraphe 6:

- l'engagement des Etats intéressés de remplir certains critères devrait être suffisant pour pouvoir participer à cette coopération renforcée
- dans ce domaine, comme dans les autres, doit s'appliquer un régime général de coopération renforcée (à définir dans une disposition de la partie II, éventuellement avec des adaptations PESD);
- la coopération renforcée en matière PESD pourrait s'intituler UESD « Union Européenne de Sécurité et de Défense »

ad paragraphe 7: l'article 5 du traité UEO prévoit que l'agression ait lieu en Europe.